Rete dei Comunisti

Bulletin International

Les thèses politiques de la Rete dei Comunisti POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES 2 ET 3 JUILLET

Juillet 2021

Rete dei Comunisti

Summary

LES THESES POLITIQUES DE LA RETE DEI COMUNISTI POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES 2 ET 3 JUILLET 3

1ÈRE THÈSE : Les choix de la rete dei comunisti 4
L'avant-propos 4
Les caractères de la rete dei comunisti 7
Dans le conflit de classe 9
...et dans la question politique 11

2ème THÈSE : Le cours actuel de la crise capitaliste, le caractère structurel de la crise du mpc 15
1ère Partie : Le covid a accéléré les processus de la crise systémique 15
La crise est systémique 15
De la concurrence internationale à l'impasse des impérialismes 19
2ème Partie | Fin d'un cycle international : la crise de l'hégémonie du capital 22
La crise systémique au cœur de l'impérialisme 22
Les maillons faibles de l'impérialisme 23
L'augmentation de la composition organique du capital : la cocotte-minute des sociétés occidentales 24
L'actuel espace réel d'action des communistes 26

3ème thèse: L'impérialisme de l'UE et la position italienne 28
La nouvelle maturité du pôle impérialiste européen 28
Les peuples et les pays de la méditerranée 31
Les articulations et segmentations de la bourgeoisie italienne 32
Le profil de la forme "état" moderne 34
La crise de la politique comme élément structurel de la crise de l'hégémonie 36

4ème THÈME : La fonction des communistes en italie et en europe 39
Le socialisme du 21e siècle dans la condition méditerranéenne 39
L'accumulation des forces 41
Les personnages de la classe et de l'enquête d'aujourd'hui 42
Les zones métropolitaines 43
La lutte pour la protection de l'environnement 45

Contacts 48

LES THESES POLITIQUES DE LA RETE DEI COMUNISTI POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES 2 ET 3 JUILLET

UNE VISION RÉVOLUTIONNAIRE DU MONDE

Les communistes ont historiquement produit une autre conception du monde, qui aujourd'hui - au milieu de la crise économique, sanitaire et environnementale du monde capitaliste - est à nouveau le cadre indispensable pour définir une sortie progressiste de l'involution captive du vieux monde.

Ils s'engagent donc à agir dans leur pratique quotidienne en cohérence avec ce qu'ils soutiennent sur le plan théorique et idéal. Par conséquent, le rapport avec l'activité politique est militant, désintéressé et ne vise jamais le gain personnel.
Ils accordent une grande importance au rôle que la subjectivité peut et doit jouer dans un processus de libération, et ils la construisent comme une dimension collective organisée de l'action politique, refusant tout personnalisme. Et lorsqu'une collectivité organisée assume ses choix, les communistes s'engagent à les mettre en pratique avec discipline et sens de responsabilité.

Les communistes ne se battent jamais pour eux-mêmes, pour "s'imposer au monde". Mais pour amener à maturité un avenir de véritable justice sociale. Ils prennent eux-mêmes des risques, se mettent en danger en luttant, en vue du changement.

Ils luttent contre la corruption des valeurs et de l'idéologie diffusée dans la société, donc aussi dans les rangs de la soi-disant "gauche", qui a détruit la confiance des secteurs populaires envers les activistes et les militants, tant sociaux que politiques.

Les communistes s'engagent, dans la dialectique théorie/pratique, à redéfinir dans la réalité d'aujourd'hui un style de travail et de vie qui a toujours fait partie intégrante du mouvement communiste.

.

1ÈRE THÈSE : Les choix de la rete dei comunisti

L'avant-propos

Plus de vingt ans se sont écoulés depuis le début du troisième millénaire, il est temps pour les communistes de ce pays et de cette région du monde de rattraper à nouveau l'Histoire, en identifiant les principaux axes du futur proche ainsi que les modalités avec lesquelles il est possible d'exercer un rôle activement révolutionnaire en ces temps.

Savoir regarder vers l'avenir est la clé pour surmonter définitivement le "défaitisme" qui a frappé toute la soi-disant "gauche", surtout - mais pas seulement - européenne, après la chute du Mur.

Mais il n'y a pas de vision réaliste de l'avenir si l'on n'a pas des racines solidement ancrées dans l'histoire. Le "newisme", c'est-à-dire la conviction de pouvoir aller de l'avant sans aucune tradition ni expérience, est la sépulture de la capacité de penser quelque chose de différent de ce qui existe déjà.

La référence historique de la Rete dei Comunisti est le Mouvement Communiste des années '900 qui a radicalement changé le monde, dans ce siècle de luttes de classes, en émancipant et libérant les classes subordonnées et les peuples des colonies, en garantissant les droits des travailleurs, des femmes et en créant des protections universelles avec la conquête de l'Etat Social. Pour la première fois dans l'Histoire, les "derniers" ont renversé le pouvoir et construit un autre système de production, de redistribution, de vie. Cela n'était jamais arrivé depuis des milliers d'années.

Dans le cadre de cette fonction émancipatrice générale pour l'ensemble de l'humanité, des contradictions et des conflits sont apparus et des tendances de division sont nées, parmi lesquelles, à la fin du siècle dernier, les réformistes ont prévalu, également favorisées par la contre-offensive mondiale réussie du capital. Pour la Rete dei Comunisti , cette perspective, espérée avant tout par les partis communistes occidentaux à partir du PCI, n'est pas seulement à considérer comme erronée mais à combattre encore aujourd'hui car elle est à considérer parmi les principales causes de la désintégration du front de classe.

Par conséquent, en tant que Rete dei Comunisti , nous avons aussi clairement les limites de cette expérience historique ; limites de condition objective (développement inadéquat des forces productives), et subjective, c'est-à-dire l'incapacité de suivre le développement du capitalisme tant au niveau quantitatif que qualitatif. C'est-à-dire que dans les dernières décennies du siècle dernier, une inadéquation de la conception théorique et historique de l'alternative socialiste a été démontrée.

Pour la Rete dei Comunisti , il reste à étudier la fin de l'URSS par rapport aux personnages du PCUS, et l'évolution de la Chine après Mao, qui se présente aujourd'hui comme une alternative à l'Occident impérialiste, mais sur la base de l'utilisation du même mode de production pour la croissance des forces productives. Pour les communistes, c'est le niveau du défi politique qui se pose à nous et qui a principalement une dimension théorique et historique.

La Rete dei Comunisti est conscient depuis les années 90 du saut déterminé dans cette période et a fait ses choix stratégiques par rapport à cela, évaluant les voies et les temps pour la re-proposition du rôle des communistes.

La Rete dei Comunisti a conçu et produit ses propres choix à partir des ruptures générales survenues au cours des trente dernières années, celle de 1991 avec la fin de l'URSS, celle de 2008 avec la crise financière de tout l'Occident et celle d'aujourd'hui marquée par la pandémie mondiale. Sur cette base, elle a redéfini au fil du temps le rôle et les caractères politiques de l'organisation.

La crise actuelle d'hégémonie du Mode de Production Capitaliste repropose la nécessité de l'alternative sociale qui pour nous est le Socialisme du XXI° siècle dans une perspective communiste renouvelée.

La Rete dei Comunisti a toujours été consciente de ses propres limites en tant que reflet de la condition générale qui, de temps à autre, a changé et évolué, et à partir de là, elle est repartie pour ses propres choix.

Avec cette approche nous avons élaboré une hypothèse politique et organisationnelle, différente de l'hypothèse majoritaire, établie dans notre pays, du Parti Communiste de masse, qui est celle de la structuration en trois fronts de la lutte de classe, c'est-à-dire le front théorique-idéologique, le front politique et le front syndical-social.

Ce choix subjectif s'est imposé comme une réponse et une adaptation de l'Organisation aux nouvelles conditions découlant de la défaite du camp socialiste et du désarrangement consécutif des éléments qui avaient fait la force des communistes et du mouvement de classe, rendant ainsi impossible de parvenir rapidement à une nouvelle synthèse d'ensemble qui avait été atteinte dans le passé avec le Parti. Cette indication de travail provient également des classiques du marxisme, d'Engels à Lénine en passant par Gramsci, dans une perspective, toutefois, de recomposition stratégique des fronts à reconstruire en testant et en vérifiant les capacités de la subjectivité organisée.

En ce sens, nous avons récupéré la nécessité de construire le parti de cadres et de militants mais avec des fonctions de masse, dans la mesure où aujourd'hui nous pouvons entrevoir les possibilités et les espaces d'un processus de sédimentation des forces de la classe, certes dans le contexte des multiples formes que cela prend

aujourd'hui, mais pour lequel la capacité analytique et critique de la subjectivité organisée reste centrale.

Un élément central pour la redéfinition de l'identité communiste de ce siècle est la capacité de récupérer la théorie et l'analyse de classe comme boussoles décisives dans le scénario compliqué international et national, politique et de classe.

Il est également important de définir les valeurs d'une identité et d'un militantisme communistes qui rejettent l'individualisme, l'irrationalisme, le corporatisme et rejettent également le chantage à la peur exercé par les classes dirigeantes, en récupérant la conception collective, la valeur de la rationalité et de la science, l'utilisation de la dialectique dans la réflexion et l'action politique. Ce qu'il faut affirmer, c'est qu'une force communiste doit donner le bon rôle à la dimension superstructurelle qui affecte grandement les perspectives et les possibilités politiques. Nous vivons actuellement la possibilité de proposer un modèle alternatif à la crise systémique en cours, il est donc fondamental de mettre en place une contre-offensive idéologique au système actuel dans un sens politique, mais aussi dans un sens de valeurs et de culture qui réaffirme un point de vue de classe.

Les caractères de la rete dei comunisti

Notre organisation a traversé différentes phases, les caractéristiques de la phase actuelle sont déterminées par la crise d'hégémonie du MPC et par les conflits et la concurrence qui augmentent à tous les niveaux, depuis le niveau international économico-financier, le niveau politico-militaire entre les Etats, jusqu'au niveau interne entre les classes et entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Ces conflits donnent lieu à un processus généralisé de politisation qui modifie les conditions et les formes dans lesquelles se manifestent les mêmes contradictions matérielles. Un exemple en est l'histoire de la pandémie mondiale, qui est née et a pris ces dimensions également en raison de la destruction systématique des services de santé publique poursuivie au cours des dernières décennies.

Cette épidémie n'est pas un épisode aléatoire, mais le produit d'une vengeance politique édictée par les classes dirigeantes, dont l'exemple le plus flagrant a été la politique de Trump et maintenant celle de Bolsonaro, qui en frappant l'État-providence, né de la lutte des classes du XXe siècle, entendent ramener la richesse sociale au profit ; ce qui produit un retard de civilisation dans le monde entier. Ce qui émerge, ce sont en fait les limites historiques d'un modèle social devenu régressif pour l'ensemble de l'humanité.

Régressive et punitive, elle l'est particulièrement pour les jeunes générations, pour lesquelles les perspectives deviennent de plus en plus précaires : une autre contradiction politique apparaît ainsi entre les attentes et la réalité. La mystification idéologique produite par la logique du profit saute lorsque les magnifiques destins du capitalisme se révèlent être une trahison de l'avenir des jeunes. C'est un champ d'expression direct de la Rete dei Comunisti puisqu'elle pose explicitement la nécessité de la rupture de l'ordre social actuel et celle de la construction d'une alternative générale.

A ces changements globaux qui apparaissent à l'échelle internationale, ne peut que correspondre une modification des choix et des comportements de l'organisation. Pour la RdC, cela signifie explicitement la nécessité de travailler dans la perspective d'une révolution du mode de production actuel.

Il s'ensuit la nécessité d'élever la qualité de l'élaboration, de l'action, de la méthode d'analyse et de travail afin d'être préparé dès maintenant et surtout en perspective à saisir les contradictions en cours de maturation qui se manifestent déjà explicitement.

Ce changement se répercute directement sur les fronts de la relation de masse que nous avons construite au fil des ans comme un engagement prioritaire du Rete dei Comunisti , qui a stratégiquement placé ses militants dans la " fonction de masse " décisive et incontournable à laquelle une organisation communiste doit pouvoir contribuer aujourd'hui.

Dans le conflit de classe...

Nos militants ont donc contribué à déterminer l'histoire de ce qu'est et a été le syndicalisme indépendant et de classe, comme caractère original de notre pays, depuis les années 1970, en naviguant dans ses contradictions et en travaillant concrètement à sédimenter dans le temps les forces pour une hypothèse de type confédéral.

Dans le cadre de ce processus, nous avons d'abord construit la RdB, puis contribué à donner vie a la CUB et plus tard à l'USB comme hypothèse la plus avancée sur la voie de la confédération. La décision d'engager les communistes dans la construction du syndicat de classe, en passant par l'expérience du syndicalisme de base dans les années 80, a été prise sur la base du jugement de l'irréformabilité absolue du syndicat historique. Sa transformation en instrument d'accompagnement des choix productifs et économiques du capital et en fonction d'amortisseur de conflits sociaux, amorcée avec la rupture et la sortie du mouvement syndical international, ou plutôt de la Fédération Syndicale Mondiale, s'est définitivement accomplie avec le tournant de l'Eur en février 1978. Ce choix, durement contesté par la base syndicale, a déterminé un affaiblissement progressif du mouvement ouvrier, que l'union de classe doit relancer aujourd'hui, en battant en brèche toute hypothèse de subordination aux intérêts du capital.

A partir des données productives et sociales qui émergent dans les processus de restructuration continue générés par le développement technologique et scientifique sous le signe du capital au niveau international, qui produisent la désintégration et l'individualisation des travailleurs, le choix confédéral se confirme comme valide, nécessaire et de plus en plus stratégique. Cela s'inscrit également dans le cadre du processus imminent de restructuration continentale, qui sera mis en place avec le financement du Recovery Fund de l'UE et dont le précédent le plus proche est la restructuration effectuée dans les grandes usines dans les années 1980.

Dans ce sens, l'intuition de l'USB sur la construction d'outils syndicaux appropriés, tels que la Federazione del Sociale , pour donner une réponse utile pour unir sous la même plateforme de revendication des secteurs apparemment différents a été fondamentale. En réalité, ceux-ci sont unis par des conditions de travail telles que les bas salaires,

l'individualisation de la relation de travail, la difficulté d'organiser la représentation syndicale classiquement comprise.

Dans cette perspective, nous savons par expérience directe que les travailleurs n'atteignent pas spontanément et consciemment l'objectif confédéral, mais celui-ci ne peut être atteint que s'il existe un projet soutenu par une subjectivité solide.

Ceci est nécessaire parce que la contradiction qui représentait le travailleur de masse, et plus généralement les ouvriers, au sein de la production fordiste jusqu'aux années 70, a été systématiquement démantelée par la bourgeoisie en divisant stratégiquement le point de production le plus avancé de la présence massive de la force de travail, en surmontant le goulot d'étranglement représenté, pour la valorisation du capital, par la phase historique de la grande usine qui caractérisait alors les centres impérialistes.

Cela a ramené les relations productives et les relations de force à un état antérieur dans lequel la position de Lénine sur la possibilité pour les travailleurs de développer seulement une conscience syndicaliste s'ils restent limités dans la cage des seules relations économiques avec leur propre antagoniste de classe retrouve sa force.

S'il y a un retour apparent à des formes disjointes et diffuses de relations productives et sociales, comme avant la grande industrie fordiste, les modes de réaction des travailleurs et des classes subordonnées ne peuvent qu'être différents des dernières décennies. Par conséquent, les modèles d'organisation syndicale et sociale à adopter dans le conflit doivent également correspondre à ces nouvelles conditions, aujourd'hui déterminées par l'application de la science et de la technologie à la production, élaborant un projet organisé où le rôle de l'engagement militant a une fonction centrale.

...et dans la question politique

Si sur le syndicalisme indépendant nous avons eu une longue période de vérification des hypothèses faites, sur la question politique relative aux nouvelles conditions et formes de la classe nous sommes dans une phase d'hypothèses et de vérification à faire par rapport aux caractéristiques de la société actuelle et dans le travail pratique à produire.

La définition d'une politique de classe aujourd'hui ne peut faire abstraction du niveau d'intégration de l'Italie dans l'Union Européenne, intégration financière, productive, sociale et, pour l'instant, partiellement institutionnelle, qui devient de plus en plus rigoureuse en produisant cette "cage des peuples" qui, pour les communistes en Europe, devient le principal ennemi à battre. Dans ce sens, la RdC réitère la nécessité de rompre avec l'Union Européenne et de travailler dans la perspective d'une communauté euro-méditerranéenne tournée vers le sud de la Méditerranée et le monde.

Ce processus de subsomption de la dimension nationale dans la planification européenne bloque la politique dans notre pays depuis trente ans, car il est géré par les appareils bureaucratiques de l'UE, expression directe de la bourgeoisie financière et des grandes entreprises multinationales à base continentale.

Devenir un pays marginal dans la dynamique unitaire a signifié non seulement pénaliser les conditions économiques et sociales des classes populaires, mais a rendu la politique nationale impuissante et accentué les caractéristiques délétères d'une classe politique indécente et inepte. Nous devons porter un jugement sans appel sur les forces du centre gauche, à commencer par le PD, qui se sont fait les représentants et les exécuteurs serviles des intérêts de la bourgeoisie, de la finance et de l'eurocratie, s'engageant activement dans une attaque directe contre les travailleurs et la société dans son ensemble, conformément au projet de l'UE.

Quant aux autres forces politiques, elles ont suffisamment démontré qu'elles n'ont pas la capacité de proposer et de poursuivre une hypothèse alternative à l'hypothèse dominante exprimée par la capitulation et la servilité envers les puissances fortes européennes ; ces forces bien qu'ayant une large adhésion électorale, n'ont pas la capacité de gouverner et de gérer la société comme l'a amplement démontré l'échec du précédent gouvernement jaune-vert du M5S et de la Lega salvinienne.

Le fait que nous nous trouvions dans cette situation est attesté par le gouvernement Draghi, qui ne représente certainement pas la majorité gouvernementale anormale, mais qui doit assurer une perspective de stabilité pour les projets de l'UE engagés dans une compétition mondiale de plus en plus pressante et qui pousse vers un fort processus de centralisation financière, productive, politique et militaire.

Un jugement tout aussi critique doit être porté sur la gauche politique en général, dans la mesure où, bien qu'elle vienne de se relever d'une nouvelle défaite dans la première décennie du siècle, elle n'a pas été capable de produire une structure de pensée et une action politique cohérentes avec les nouvelles caractéristiques de la situation internationale, nationale et de classe.

Ce que Gramsci soutenait dans les Quaderni se matérialise à nouveau, à savoir que la politique n'est plus en mesure de servir de charnière entre le donnée structurelle et celui superstructurelle, ou plutôt qu'elle n'est plus en mesure de produire une hégémonie face à l'écart entre les contradictions matérielles croissantes du modèle social actuel et la capacité d'orientation politique et culturelle vers les classes subordonnées.

En ce sens, il faut interpréter les symptômes d'irrationalité qui submergent la société, qu'il s'agisse de la reproposition d'idéologies fascistes et nazies, de l'affirmation de mouvements pseudo-négationnistes à l'égard du Covid ou encore de l'utilisation viscérale des réseaux sociaux qui démontre l'enracinement de ces comportements dans le corps social, y compris le plus populaire.

Il faut aussi dire clairement qu'il ne s'agit pas seulement d'un fait italien, mais que cela concerne tout l'Occident et les pays qui lui sont alliés ; des États-Unis, pour les presque

50 % des voix prises en 2020 par Trump, aux partis de l'Union Européenne, notamment ceux de l'Europe de l'Est, en passant par le Brésil de Bolsonaro. La crise de la politique est donc un effet direct de la fin de l'hégémonie du capital dans le monde impérialiste.

Sur ce terrain aussi, l'engagement de nos militants a été continu, visant à la reconstruction d'une représentation politique des classes subalternes et des travailleurs, ce qui n'est certainement pas un objectif facile à atteindre et à construire. En fait, nous travaillons au sein du Comitato No Debito depuis 2011, en passant par l'expérience de Ross@ puis en construisant Eurostop, en maintenant une cohérence de base avec l'objectif stratégique de représentation. Nous avons fait un pas de plus en contribuant à la construction et à la consolidation de "Potere al Popolo" , qui représente aujourd'hui pour nous l'hypothèse la plus avancée à vérifier dans le contexte actuel sur la perspective que nous nous sommes donnée.

Mais une chose nous semble claire : les référents de ce travail ne peuvent être que les secteurs sociaux de la classe, et leurs éventuels alliés, comme seule mesure de la faisabilité et de la réalisation d'un tel objectif. Ce que nous ne pensons pas possible, c'est qu'une telle représentation passe par un plan purement électoraliste et ce que sont les forces résiduelles de la gauche bigarrée dans notre pays. Ceci pour la raison évidente qu'il ne nous est pas possible de reproduire un parti communiste de masse pour les raisons structurelles que nous avons soulignées jusqu'à présent et l'extinction définitive du "trésor" électoral et d'opinion du soi-disant "peuple de gauche".

Il est également clair que, dans cette perspective, une attention particulière doit être accordée dans la construction de la représentation de classe aux questions d'environnement, de genre et d'immigration, qui sont des éléments d'organisation du conflit et de rupture avec les politiques des gouvernements successifs toujours inféodés à l'idéologie dominante qui veut tout plier au profit.

Sur la base de cette analyse et du choix conséquent depuis le début des années 2000, nous avons travaillé sur l'hypothèse de la représentation politique, voyant notre conviction confirmée par l'effondrement électoral de la gauche unie en 2008 et l'affirmation de forces " fallacieuses " et contradictoires comme celles du movimento 5

Stelle, en particulier, mais aussi de la " nouvelle " Lega de Salvini, qui ont été des phénomènes clairs de dislocation des représentations précédentes parmi les secteurs populaires et ouvriers.

Ces phénomènes superstructurels, populistes ou souverainistes, sont aujourd'hui également en panne et constituent l'épreuve de vérité de l'absence de réponse positive au besoin d'une représentation politique antagoniste aux politiques des gouvernements européistes. Cette question est donc désormais pleinement à l'ordre du jour des discussions des communistes et de la gauche de classe.

Pour tous ces choix, la RdC réaffirme la nécessité de continuer à travailler dans la perspective des trois fronts, le stratégique, le politique et le syndical-social, avec la conscience que le progrès des contradictions et leur politisation poussent en réalité vers un processus de recomposition de l'unité de classe qui, pour le moment, n'est pas encore clair en termes de temps et de forme, mais qui se présente comme une condition potentielle produite par une réalité en évolution continue.

Ne pas répondre à cette nécessité conduira inévitablement d'autres forces, antagonistes à nous, à s'en saisir de manière mystifiée et à utiliser cet espace politique dans des directions différentes de celle d'une représentation de classe moderne.

2ème THÈSE : Le cours actuel de la crise capitaliste, le caractère structurel de la crise du mpc

1ère Partie : Le covid a accéléré les processus de la crise systémique

La crise est systémique

La situation déterminée par la "mondialisation" de l'épidémie de coronavirus est le produit d'une crise systémique qui, ces dernières années, a montré différents visages

et se présente aujourd'hui sous la forme d'une pandémie. La tentative des médias de masse consiste à se concentrer sur des aspects secondaires et à détourner l'attention des causes réelles qui ont produit ces résultats dramatiques au fil du temps, pour un système social qui, après trente ans d'"hégémonie", est condamné à régresser, en amplifiant toutes ces contradictions générées par lui-même au tournant du millénaire. En fait, il apparaît que la mondialisation ne peut être régie par une logique capitaliste, qui se présente à nouveau avec les caractéristiques de l'impérialisme et de la concurrence.

La crise actuelle est systémique parce que l'écart entre le développement des forces productives et la modernisation/socialisation des relations de production se creuse de plus en plus, au point que non seulement ces dernières mais aussi les mêmes relations sociales dans tous les pays à capitalisme mature sont désormais affectées.

L'attaque contre l'état-providence, et donc les coupes au budget de la santé sur lesquelles la pandémie a pu se greffer, a en effet été l'un des éléments de résistance et de relance du capitalisme à l'échelle internationale après l'émergence de la crise systémique, avec la financiarisation, le développement du secteur tertiaire, l'informatisation, la numérisation et l'investissement technologique généralisé, l'attaque contre les salaires, et surtout avec une grande offensive culturelle.

La crise actuelle du capital vient de loin et montre sa nature structurelle depuis le début des années 70, avec une tendance à la stagnation avec des tensions récessionnistes fortes et continues, mais avec une réduction temporelle des cycles de crises financières. La crise de suraccumulation s'est manifestée en 1971 avec la fin de Bretton Woods et la convertibilité du dollar américain en or, puis a mûri avec la première crise pétrolière en 1973, et s'est répercutée sur le marché des capitaux avec le krach de Wall Street en 1987. La même course aux armements stellaires des Etats-Unis avait pour présupposé le manque d'espaces de développement pour l'économie capitaliste. La fin de l'URSS ouvre soudainement ces espaces et une partie du capital

contraint au marché financier trouve seul un débouché productif pour sa valorisation dans la nouvelle condition internationale.

Les cycles de crises financières ont montré comment les différentes formes d'endettement croissant, interne et externe, public et privé, ont en fait garanti la survie des centres historiques d'accumulation du capital en Amérique du Nord et en Europe occidentale. Ces mêmes institutions financières n'ont été sauvées que grâce aux interventions des États, qui ont transféré d'énormes richesses des poches des citoyens vers les coffres des banques et des fonds d'investissement.

Le mode de production capitaliste est désormais lié à des limites difficiles à dépasser, qui rendent improbable la restauration d'un nouveau modèle de valorisation du capital et le démarrage d'un nouveau processus d'accumulation. Le surendettement répond à l'objectif de retarder le moment où la baisse de la rentabilité se traduit par une forte diminution globale des actifs et de la masse des profits, moment où se produit un déséquilibre fatal entre le rythme de production, celui de la réalisation et celui de la valorisation du capital, condition ultime de la crise.

La lecture de la crise, aussi profonde soit-elle aujourd'hui, ne doit pas conduire à une vision " effondrée " du MPC, maintes fois démentie par l'Histoire, mais elle dit que la crise d'aujourd'hui est immanente. Cela prolonge son agonie et sa précipitation éventuelle peut dépendre de nombreux facteurs, dont celui de l'émergence d'une subjectivité antagoniste. La crise doit donc être considérée comme un déroulement historique des contradictions fondamentales du MPC au sein duquel l'alternative révolutionnaire mûrit et se propose.

1. La limite donnée par la tendance historique de la baisse tendancielle du taux de profit produite par le poids accru de la technologie et de la science dans la production et la réduction drastique du travail vivant, c'est-à-dire de la partie qui produit la valeur. Dans les pays au capitalisme mature, le développement du secteur tertiaire est entré en crise. Ce secteur a dépassé la production industrielle en surproduction depuis les années 1970, alors que le fordisme devenait l'apanage des pays en développement, et s'est développé en pliant au profit privé les services et les biens publics accumulés par la lutte des classes

des années 1900, qui orientait les ressources et le capital au profit de la dimension sociale.

2. Limite des marchés mondiaux qui ne peuvent se développer davantage que par des portions inadéquates. La Chine a été la dernière frontière à être ouverte au capital, suivie par l'Inde et d'autres pays de l'ancienne périphérie productive, et d'autres élargissements significatifs ne sont pas matériellement possibles aujourd'hui.

3. Limiter l'utilisation de l'effet de levier financier, qui manifeste de plus en plus un caractère de surproduction de capital avec des risques de crise et d'explosion de bulles spéculatives. Le "quantitative easing", les taux d'intérêt nuls, voire négatifs, les banques surexposées aux prêts non garantis, les bulles spéculatives de toutes sortes et les crypto-monnaies sont autant de symptômes d'une surproduction de capital qui est destinée à produire des effets plus désastreux que n'importe quelle crise financière survenue au cours des quarante dernières années, car tous les acteurs du domaine sont condamnés à entrer en conflit et à collaborer précisément à cause de la dimension financière qui, en s'effondrant, ne laisserait personne à l'abri de la faillite.

4. Limite donnée à la compression de quarante ans des salaires directs, indirects et différés qui produisent de profondes inégalités sociales et une crise des institutions et de la politique en général en tant qu'instruments de l'hégémonie des classes dominantes. La réduction du salaire social global déprime le marché et accélère les processus de restructuration qui exigent de moins en moins de main-d'œuvre et de plus en plus d'emplois flexibles

5. Le conflit irréconciliable entre le capital et la nature comme un fait objectif, même si les tentatives d'utiliser la crise environnementale pour reconstruire les niveaux de profit sont également évidentes dans l'utilisation instrumentale des mouvements et des politiques étatiques.

De la concurrence internationale à l'impasse des impérialismes

Au cours des dernières décennies, on a assisté à une croissance exponentielle des importations, des exportations et en particulier des investissements directs étrangers. Ces processus sont dus, et fortement liés, à l'activité des entreprises multinationales, qui ont répondu aux changements continus du marché international liés au développement technologique et aux politiques de libéralisation, par des niveaux de concurrence accrus et par une série de stratégies expansives.

Nous considérons la mondialisation néolibérale à caractère financier comme le résultat de la décision des États-Unis de régler leurs problèmes budgétaires sans une véritable relance de leur économie et de les déverser à l'extérieur.

En termes généraux, la mondialisation peut être comprise comme un processus à l'échelle mondiale de redistribution du pouvoir entre les classes sociales (des travailleurs aux capitalistes) et entre les territoires (des zones rurales aux zones urbaines, des périphéries urbaines aux centres d'affaires, des régions moins développées aux régions plus développées, bref, des périphéries au centre). Cela s'est produit au sein même du continent européen, sous la direction de l'appareil communautaire.

Cela a entraîné une augmentation soudaine des niveaux de concurrence et l'expansion des grandes entreprises multinationales qui, par le biais d'acquisitions et de fusions transfrontalières, ont créé de véritables réseaux de production à l'échelle internationale, développant à la fois la concentration et la centralisation du capital le long de la ligne déterminée par la division internationale du travail.

La course aux profits dans l'Occident capitaliste a conduit à des investissements dans des zones non encore subordonnées à l'économie de marché, de différentes manières en Chine, en Inde, en Russie et dans les pays d'Europe de l'Est, amplifiant et accélérant

ainsi le cycle économique du capital. Si jusqu'au milieu de la dernière décennie il y avait une homogénéité dans les tendances économiques internationales entre les centres impérialistes et ceux qui ont été appelés BRICS, depuis que la crise de surproduction du capital a émergé en 2007, les tendances de croissance ont divergé et le blocage de la croissance présent au centre a correspondu à un développement économique de la périphérie. Les énormes investissements étrangers réalisés à partir des années 1990 par les centres financiers vers ce qui était les périphéries productives, ont radicalement changé les actifs productifs de ces dernières, développant des processus scientifiques, technologiques, financiers et économiques, qui leur permettent aujourd'hui de rivaliser avec ceux qui pensaient que l'Histoire était terminée.

Cette tendance a également accru la concurrence entre les centres impérialistes, comme le montrent clairement les relations entre les États-Unis et l'Union Européenne (rendant de plus en plus inutilisables des organismes internationaux tels que l'OMC, le G7-G20 et le FMI), mais elle a également démontré l'impuissance dans laquelle se débat la Grande-Bretagne, pays impérialiste par excellence, même si elle est en déclin depuis un certain temps. Cette condition, en tant que tendance, est également soumise aux changements de l'équilibre politique national et international. La nouvelle administration américaine de Biden, contrairement à Trump, a fait revivre l'alliance euro-atlantique comme un bloc opposé à la Chine et à la Russie et entend utiliser avec force l'OTAN comme un instrument d'ingérence politique dans les relations internationales et les affaires européennes. Mais la prétention des États-Unis à rester primus inter pares devra compter avec l'ambition de l'Europe de peser davantage dans la compétition mondiale.

Le "bras de fer" entre l'Europe et les États-Unis est le résultat d'une concurrence acharnée. L'utilisation de la monnaie est devenue un instrument croissant de cette dernière. Les Etats-Unis entendent toujours utiliser le dollar et le contrôle des prix internationaux (dont le pétrole) comme facteur d'hégémonie. Mais même là, ils doivent compter avec les ambitions de l'euro de s'imposer comme monnaie dans les transactions internationales, avec le yuan chinois et avec les projets de nouvelles monnaies liées aux matières premières. Ce sont des ambitions différentes, mais qui convergent toutes vers le détachement du dollar.

Mais, dans cette compétition entre impérialismes historiques, l'affirmation de la Chine comme puissance émergente, de la Russie comme antagoniste militaire et les possibilités d'orientation que ces pays produisent sur ce qui était défini comme le tiers monde, de l'Asie à l'Afrique et à l'Amérique latine, modifient les conditions générales et déplacent progressivement le conflit international de la compétition économique à la compétition politico-militaire.

En d'autres termes, les classes dirigeantes de l'impérialisme occidental, bien qu'en concurrence économique, voient ressurgir le fantôme de leur dépassement historique, ce qui contribue à la redécouverte de l'OTAN et au renforcement de l'alliance occidentale pour maintenir son rôle dominant là où, toutefois, l'UE entend jouer un rôle égal à l'impérialisme américain. Bien sûr, nous ne savons pas si cela deviendra une perspective stable, mais c'est celle qui se manifeste actuellement.

Un autre facteur d'accroissement des conflits internationaux est le facteur militaire. Nous sommes loin d'une période historique où seuls les États-Unis et l'URSS détenaient le monopole scientifique, nucléaire et militaire. La chute du mur de Berlin a brisé les banques dans ce domaine également. Puisqu'il n'y avait plus d'ennemi à vaincre, le secteur militaire a reçu un nouvel élan grâce au développement des forces productives qui, du centre, se sont déversées dans la périphérie, augmentant non seulement la production de biens et de services, mais aussi la production de nouveaux armements, dans lesquels l'arme nucléaire a acquis une nouvelle centralité et, avec elle, le risque de destruction mutuelle.

Avant la pandémie, nous avions défini le contexte historique actuel comme une situation d'impasse dans les rapports de force internationaux qui va marquer les années à venir, et que les USA vivent comme la fin de leur hégémonie mondiale à laquelle ils entendent s'opposer par tous les moyens, sous peine de déclin et de fin de leur impérialisme comme cela est arrivé à l'Angleterre au siècle dernier. Vivre dans une situation d'impasse stratégique des impérialismes ne signifie pas que les contradictions ne continuent pas à croître et à mettre sous tension la situation financière, économique et politique internationale. Au contraire, la pression augmente mais n'a pas encore trouvé d'exutoire, notamment parce qu'aucun des prétendants ne se sent assez fort économiquement et militairement pour imposer son hégémonie.

L'accélération imprimée par la pandémie marque certainement un tournant, et lorsque l'urgence sanitaire au sens strict aura été surmontée, nous nous retrouverons dans un monde aux caractères bien différents : le RCEP, le plus grand accord commercial de l'histoire récemment signé par 14 pays asiatiques dont les rivaux historiques que sont la Chine, le Japon et la Corée du Sud, est là pour le signaler.

2ème Partie | Fin d'un cycle international : la crise de l'hégémonie du capital

La crise systémique au cœur de l'impérialisme

La crise d'hégémonie, identifiée depuis longtemps par la Rete dei Comunisti , fait son chemin là où l'adversaire de classe pensait avoir définitivement gagné la guerre et pas seulement les batailles. Dans les pays du capitalisme mature, l'hégémonie implose précisément sur la destruction généralisée de l'état-providence.

La Chine, d'où est partie la pandémie actuelle, a réussi à la maîtriser en peu de temps en mobilisant un immense appareil que seul un État efficace peut être en mesure de gérer, privilégiant la dimension collective à celle de l'individualisme capitaliste. **De même, nous ne pouvons manquer de rappeler que Cuba, une fois de plus, s'est montré à l'avant-garde non seulement de la médecine, mais aussi d'une conception sociale claire de l'État.**

Après avoir déterminé le cours positif d'une longue partie de l'histoire soviétique et avoir offert aux économies capitalistes elles-mêmes un exceptionnel instrument de croissance, la planification montre aujourd'hui toute sa supériorité dans le monde multipolaire. Dans le cadre de la déstabilisation régionale continuellement encouragée par l'impérialisme, ceux qui ont adopté la planification et une politique étrangère basée sur le multilatéralisme peuvent se permettre de maintenir et de relancer leur propre système au détriment des objectifs américains de maintien du contrôle mondial.

En ce moment, en effet, dans aucun autre pays occidental, la crise de l'hégémonie ne se manifeste de manière aussi évidente qu'aux États-Unis. Après avoir marqué le pas avec l'élection de l'imprésentable et dangereux "outsider" Trump, après s'être disputé le titre de pays ayant le plus mal géré la pandémie, et après avoir connu la plus forte contraction du PIL de son histoire, les États-Unis ont abordé la dernière élection dans une atmosphère qui ressemble parfois à celle d'une guerre civile.

La situation ne s'est jamais normalisée après que des manifestations ont éclaté en mai 2019 à la suite d'un nouveau meurtre brutal commis par la police. Des fissures dans une paix sociale qui durait depuis des décennies ont été montrées, tandis que la réponse des autorités a été extrêmement violente et que des affrontements directs ont eu lieu entre les manifestants et les milices d'extrême droite soutenues par la police.
Les événements qui, pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, marquent la difficile transition présidentielle sont un symptôme de la crise. Les deux forces politiques qui, au siècle dernier, ont donné aux élites du pays un contrôle incontesté de la nation ont de plus en plus de mal à jouer le rôle de charnière avec le développement de profonds changements internes et externes.

Les maillons faibles de l'impérialisme

Alors que dans l'Union Européenne, l'historique et subordonneé "fragilité" économique et politique - et le rôle de ligne de faille géopolitique - de l'Italie et des pays euro-méditerranéens en font le maillon faible de la chaîne impérialiste européenne, ces dernières années, la synergie entre les difficultés économiques mondiales et le regain d'intérêt stratégique des États-Unis pour ce qu'ils considèrent comme leur propre "arrière-cour", a créé des situations d'instabilité significative dans de nombreux pays d'Amérique latine. Ces situations ne sont rien d'autre que les pièces d'un conflit de classe au niveau continental dans lequel l'oligarchie, inféodée à l'impérialisme américain, s'oppose aux secteurs populaires qui ont vu une amélioration drastique de leurs conditions de vie dans les pays où, depuis la fin du siècle dernier, le cycle historique progressiste aujourd'hui attaqué a commencé : le coup d'État en Bolivie, défait par les dernières élections ; les tentatives continues et de plus en plus violentes de déstabilisation du Venezuela ; les gigantesques mobilisations populaires en Équateur et surtout au Chili, le pays qui a été plus que tout autre le terrain d'expérimentation sociale de la tristement célèbre école de Chicago depuis

l'époque de Pinochet, mais qui aujourd'hui a vaincu électoralement la droite libérale ; le retour à la guerre armée de certaines factions des FARC en Colombie, après le massacre continu et impuni par les narcotrafiquants et les fascistes de leurs militants et syndicalistes, dans un pays désormais également traversé par des mobilisations populaires massives réprimées dans le sang ; le "coup d'état blanc" au Brésil, la victoire électorale de Bolsonaro et le massacre en cours causé par le coronavirus.

Ce choc nous pousse aujourd'hui à affirmer qu'il existe un choix entre le socialisme et la barbarie dans ces pays, où le socialisme est concrètement présent en Amérique latine et la barbarie est tout aussi concrètement présente aux États-Unis. Le continent sud est devenu le maillon faible de l'impérialisme moderne, et pas seulement en Amérique du Nord.

L'augmentation de la composition organique du capital : la cocotte-minute des sociétés occidentales

L'impasse générale des puissances internationales ne concerne pas seulement les relations économiques et financières, mais elle se répercute également sur la vie quotidienne des populations. La concurrence générée dans la phase actuelle de la mondialisation capitaliste a imposé des restructurations d'entreprises, des innovations technologiques qui, au lieu de créer de nouveaux emplois, ont créé moins d'emplois que les licenciements effectués.

L'augmentation du chômage et de la précarité au niveau mondial n'est pas un épisode conjoncturel, mais dépend de l'augmentation de la composition organique du capital qui réduit de plus en plus la présence de la force de travail dans la production capitaliste. Cette contradiction se manifeste aujourd'hui pour ce qu'elle est, comme une crise des perspectives, une crise de la civilisation capitaliste sous tous ses aspects, tangible surtout pour les nouvelles générations comme un effet direct de la contradiction principale du capital entre le développement des forces productives et les rapports sociaux de production.

Les effets sociaux liés à l'inégalité et à la croissance de la pauvreté se font sentir matériellement et politiquement surtout dans les pays impérialistes, où les forces politiques bourgeoises connaissent une phase de désarroi et une très grave crise de représentation, étant incapables de donner une réponse aux distorsions du mode de production.

Dans le contexte de la crise systémique, le processus de remplacement des emplois obsolètes par de nouveaux n'est pas possible, en raison de la concurrence internationale sur des marchés de plus en plus restreints par rapport à l'énorme potentiel productif des systèmes mis au travail.

D'une part, on assiste à une automatisation progressive des activités dans lesquelles il est possible de remplacer le travail humain par du travail mécanique, d'autre part, l'utilisation croissante des technologies augmente et étend le degré de standardisation de toutes les activités de travail, réduisant le travail manuel humain à un minimum, tout en augmentant légèrement la dimension du travail intellectuel.

La principale caractéristique de cette évolution est l'intégration entre les processus physiques et les technologies numériques, qui fait apparaître une nouvelle centralité du "travail mental" et renouvelle les modèles organisationnels. La conduite privatiste et mercantile de cette nouvelle révolution industrielle (définie comme Industrie 4.0) se calcule facilement en termes d'emplois perdus.

Le déclin de l'éducation et des institutions qui devraient promouvoir la connaissance, aujourd'hui de plus en plus soumises à la logique de la recherche du profit dans la concurrence mondiale, est l'autre conséquence insidieuse de ce processus, bien que les grands investissements dans les programmes de R&S soient présentés (sous nos latitudes, principalement par l'UE) comme "le nouveau qui avance".

Dans la crise, toute ambition post-moderne d'exalter les caractéristiques émancipatrices du travail dit intellectuel, de prouver que la classe ouvrière avait disparu, échoue face à la concrétisation matérielle des processus de prolétarisation de toutes les professions à fort contenu de ce que nous avons appelé le "travail mental". L'idée que celle de la classe moyenne était la nouvelle condition permanente d'aisance des travailleurs est réfutée.

L'actuel espace réel d'action des communistes

Ceux qui croient que la crise sanitaire de Covid19 peut nous amener à repenser les politiques générales en matière d'objectifs sociaux se trompent, car cette situation n'est pas le produit d'un seul "mauvais" choix, comme le montre la dimension mondiale de l'épidémie, mais d'une condition structurelle du capitalisme qui, après l'ivresse de la victoire sur le "socialisme réel", se retrouve aujourd'hui à nouveau face à lui-même.

Le tournant stratégique actuel, de taille égale à celui des années 1990 mais de signe politique opposé, confirme de manière éclatante certaines vues marxistes sur le développement du capital.

Le capital est comme un "apprenti sorcier" qui évoque des forces qu'il est ensuite incapable de gérer, car la mondialisation ne peut être gérée par la logique du profit privé parce qu'elle reproduit en son sein des conflits et des concurrences qui transforment le potentiel de développement des forces productives en éléments négatifs, contraires à l'intérêt général de l'humanité.

En Occident, le mouvement de classe, les communistes, arrivent au rendez-vous historique déterminé par la pandémie complètement désarmés. La raison réside dans la désintégration matérielle, politique et culturelle de notre référent social et de classe, qui, sur le plan idéologique et subjectif, a également été favorisée par ceux qui, comme notre "gauche", dans ces décennies d'hégémonie capitaliste, ont accepté l'idée que la

critique révolutionnaire du capitalisme devait être abandonnée ; par ceux qui ont accepté les valeurs implicites et explicites de la configuration actuelle ; par ceux qui ont pensé devoir faire des propositions "raisonnables", parce que le socialisme était désormais obsolète et non consommable sur le plan social et idéologique. De la prédominance du marché sur l'État, peut-être dans les formes utiles du "no profit", à l'acceptation de la concurrence sociale et de la "méritocratie", nous ne nous sommes conçus, en somme, que dans cet horizon, ce qui a signifié, en Italie et en Europe, soutenir très concrètement les politiques de l'Union Européenne. C'est à partir de ce constat, clairement certifié aujourd'hui par la réalité, qu'il faut réaffirmer **la centralité de la subjectivité**, c'est-à-dire d'une conception alternative à l'ordre social actuel qui prenne en compte les forces réelles sur le terrain, installant et organisant les forces intéressées par la rupture sociale.

Le modèle capitaliste est en crise. Il s'agit d'un modèle qui prive de perspectives des segments toujours plus importants de la population, à commencer par les jeunes. Des possibilités sans précédent s'ouvrent pour les communistes autour du défi politique lancé par la Chine au niveau international. Ce défi a posé et pose encore une question théorique d'une importance non négligeable : dans quelle mesure un projet de transformation sociale peut-il utiliser temporairement le mode de production capitaliste pour provoquer des changements socialistes ? Il reste, en tout cas, valable que dans la crise hégémonique des USA, au détriment d'une alternative possible comme celle de la Chine, on puisse entrevoir un renversement du cours des choses, l'affirmation d'une nécessité objective, qui remet l'histoire dans le bon sens après la tentative de "jeter le bébé avec l'eau sale".

3ème thèse: L'impérialisme de l'UE et la position italienne

La nouvelle maturité du pôle impérialiste européen

Avec la fin de la guerre froide et de l'opposition Est/Ouest, toute illusion sur la fonction progressiste de l'Europe ont pris fin. Depuis 1992, les secteurs les plus forts et les plus internationalisés des classes dirigeantes en Europe ont poussé à la constitution de l'Union européenne. L'introduction de la monnaie unique pour être compétitif sur le marché mondial, d'un système de traités contraignants inspirés de l'ordolibéralisme allemand, d'appareils communs sur les secteurs stratégiques, ont caractérisé le processus contradictoire vers la constitution d'un pôle impérialiste européen. En utilisant des événements traumatisants comme l'agression contre la Yougoslavie en 1999 et la crise économique de 2007/2008, les forces matérielles de l'impérialisme européen ont agi pour avancer de quelques pas après chaque crise. Il a été écrit à juste titre qu'avec la guerre en Yougoslavie, "l'Europe est morte et l'Union européenne est née".

La constitution du pôle impérialiste européen est sans aucun doute un processus contradictoire avec plusieurs contre-tendances internes. Les États-Unis ont continué à utiliser de nombreux moyens pour interférer et faire obstacle à ce processus, notamment l'utilisation du dollar et de l'OTAN. Mais le Brexit de la Grande-Bretagne en 2016 a fait disparaître le meilleur atout de l'ingérence américaine dans les choix stratégiques de l'Union européenne.

Au fil des ans, nous avons d'abord parlé d'impérialisme européen - parce qu'il existait déjà et opérait, à la fois en tant que configuration d'un système de sociétés multinationales et de sociétés financières ayant des intérêts communs, et par le biais d'États individuels - puis nous avons parlé d'une tendance au pôle impérialiste européen, parce que les classes dirigeantes en Europe poussent continuellement à la centralisation du pouvoir décisionnel et à une forte hiérarchisation des relations internes entre les États forts, les États moins forts et les États subalternes de la périphérie intérieure. Depuis longtemps, la Rete dei Comunisti soutient la lutte contre le pôle impérialiste européen, sa bourgeoisie continentale, les différents dispositifs financiers, économiques et militaires (la Banque centrale européenne, l'Euro et le projet d'armée européenne) et l'ensemble des politiques qui non seulement détériorent les conditions de vie et de travail des secteurs populaires mais déterminent aussi - en permanence - des impulsions anti-démocratiques et des politiques d'agression envers d'autres peuples et régions du monde.

Face à chaque point de crise potentiel, la bourgeoisie transnationale européenne a réussi à relancer son projet unitaire par une nouvelle torsion, bien qu'à chaque moment, les critiques des libéraux avertissant d'une rupture imminente de l'appareil communautaire ne manquent pas : cela s'est produit à l'occasion du vote populaire en France et en Hollande sur la défunte Constitution européenne, ainsi qu'à l'occasion de la crise de la dette souveraine, de l'escalade militaire en Ukraine, de l'effondrement de la Grèce, des places catalanes et du Brexit.

Même la situation dramatique provoquée par la pandémie a été en fait l'occasion d'un changement de phase extrêmement important. Il suffit de voir les choix d'importance stratégique pris par l'appareil européen à la fin de 2020. À travers le plan de relance de 750 milliards d'euros - dont 390 milliards de "concessions" - et le budget

communautaire 2021-2027 de 1074 milliards, un compromis a été trouvé pour un "bond en avant" significatif de l'Union, de surcroît selon un principe sélectif qui homogénéise le cadre juridique des différents États. Pour reprendre la métaphore guerrière appropriée utilisée par le Président français, ces mesures constituent une "arme budgétaire" qui, à travers le principe de la dette commune, renforce la "gouvernance" centralisée.

À l'ombre d'une BCE qui ne renonce plus à son rôle croissant de pivot financier, ces choix s'inscrivent dans un processus d'accélération qui concerne la réalisation d'une autonomie stratégique de l'UE dans différents domaines : de la récupération des matières premières fondamentales, du développement du " big data ", à celui de l'intelligence artificielle.

Nous assistons donc au début d'un renversement partiel des processus de désindustrialisation et de délocalisation qui durent depuis des décennies. Les impératifs de la concurrence mondiale ont fait taire, surtout en Allemagne, les voix critiques "de poids" à l'égard du cœur du projet "néo-carolingien" franco-allemand. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'intervention publique dans l'économie, certainement pas pour garantir le revenu et le bien-être mais, au contraire, pour promouvoir les "champions européens" nécessaires pour faire face à la concurrence principalement de la Chine et des Etats-Unis.

Voilà pourquoi les pro-européens libéraux, qu'ils soient de droite ou de gauche, sont un ennemi à combattre ouvertement. Le processus de constitution d'un pôle impérialiste européen, les multinationales et les banques qui l'inspirent, son complexe militaro-industriel en expansion, sa politique internationale, n'est pas moins dangereux pour les peuples que celui des Etats-Unis qui est en difficulté aujourd'hui. Il sera nécessaire de comprendre quels instruments peuvent être utilisés pour s'opposer au cours des événements à venir, en identifiant précisément les répercussions sur notre bloc social. Il faudra préfigurer les alternatives concrètes possibles à la cage construite par ce bloc de pouvoir, en nous mesurant aux

contradictions réelles qu'elle génère, en termes de conflit. Affaiblir par tous les moyens le processus de renforcement de l'impérialisme européen sous la bannière de l'internationalisme, de la solidarité et de la paix des peuples est la tâche des communistes opérants en Italie et en Europe.

Les peuples et les pays de la méditerranée

Dans cette hiérarchie, les peuples et les classes populaires de l'espace euro-méditerranéen sont condamnés à la subalternité. En dépit de ses contradictions sociales, l'aristocratie ouvrière en Allemagne et dans les pays du Nord est toujours incapable de séparer son destin de celui de la bourgeoisie. Elle a bénéficié de salaires moyens plus élevés, même après l'entrée en vigueur de l'euro, et d'un système de protection sociale mis à mal mais encore sans commune mesure avec celui dévasté dans les pays PIGS ou la périphérie orientale.

Les salaires dans les pays d'Europe de l'Est, après des années de salaires bas et très bas qui ont déclenché une énorme délocalisation de la production des pays centraux vers les pays de l'Est, ont commencé à augmenter, relevant - avec les transferts de fonds des émigrants - certaines normes sociales. Il y a désormais plus de maisons en propriété dans les pays de l'Est que dans les pays euro-méditerranéens de l'UE. Ces changements de "statut" des pays de l'Est expliquent, ne serait-ce qu'en partie, les fibrillations constantes provoquées par les gouvernements réactionnaires qui ont émergé depuis quelques années (Hongrie et Pologne in primis) au sein de l'UE.

Mais il est clair que dans le cadre des mécanismes de l'ordolibéralisme européen de type allemand, le niveau de vie, les salaires, les services sociaux et la qualité de l'emploi se sont écroules au cours des trente dernières années dans les pays euro-méditerranéens, en particulier ceux de la zone euro. Cette régression est à la base du retour massif de l'émigration - aussi et surtout de l'émigration qualifiée - des pays PIGS vers les économies du centre et du nord de l'Europe : une gigantesque concentration de richesses matérielles et humaines au "cœur" de l'Union européenne et une spoliation systématique des pays euro-méditerranéens.

Ce processus de spoliation des ressources et de la main-d'œuvre (qui mêle les caractéristiques du colonialisme et du néocolonialisme) a été encore plus violent dans les pays de la rive sud de la Méditerranée et de l'Afrique, déclenchant à la fois des flux migratoires et une paupérisation interne dans les pays du sud plus liés et subordonnés à l'Europe.

Le rôle néfaste de la France en Afrique et celui de l'Union européenne au Maghreb se manifestent dans les interventions militaires répétées dans ces pays (de la Libye au Mali, de la Côte d'Ivoire au Sahel), dans la volonté de lier les monnaies locales d'abord au Franc-Cfa et maintenant à l'euro, et dans les traités bilatéraux et multilatéraux hyper-libéraux imposés aux pays du Maghreb et d'Afrique.

Le contexte euro-méditerranéen se caractérise par une complémentarité culturelle, sociale et économique qui trouve ses racines dans l'histoire des pays riverains, et a subi au fil du temps les changements imposés par le développement occidental colonial puis néo-colonial que nous connaissons. Les processus de délocalisation qui ont eu lieu au cours des 30 dernières années, les accords économiques, la poussée de l'émigration et, lorsque cela est nécessaire, l'agression militaire directe, ont redessiné une chaîne de valeur qui confère aux pays du Maghreb, du Sahel et du Moyen-Orient une fonction fondamentale dans le système d'exploitation des multinationales européennes. On peut dire à juste titre que la main-d'œuvre tunisienne, égyptienne, algérienne et des autres pays du sud de la Méditerranée est objectivement une classe ouvrière "européenne", placée dans le maillon périphérique de la chaîne d'exploitation.

Les articulations et segmentations de la bourgeoisie italienne

L'Italie se trouve au milieu de ce processus, dans le cadre de la concurrence inter-impérialiste mondiale. Elle est déchirée entre une fraction de la bourgeoisie italienne qui veut à tout prix faire partie des centres décisionnels et stratégiques de l'UE - même au prix d'être "dernière, mais parmi les premières" - et une autre fraction de la bourgeoisie, affaiblie et désintégrée par la première, qui voudrait continuer à être

"première parmi les dernières". En bref, entre ceux qui croient pouvoir faire partie intégrante du pôle impérialiste européen et ceux qui voudraient se limiter aux espaces de manœuvre accordés à l'impérialisme italien, jonglant entre les États-Unis et l'Union européenne.

L'affrontement politique des trente dernières années en Italie s'est joué et se joue encore beaucoup autour de cet écart d'intérêts entre les différents segments d'une bourgeoisie déglinguée et parasitaire comme celle italienne, mais pas moins dangereuse que les autres. Cet écart entre les intérêts matériels et la position internationale de l'Italie n'est pas homogène, et il ne pourrait pas non plus l'être dans un pays fortement asymétrique entre les régions compétitives du Nord et les régions plus arriérées du Sud. L'intégration au niveau européen n'a pas du tout réduit cette asymétrie historique de l'Italie, au contraire elle l'a accentuée, tout comme en plus des inégalités territoriales elle a accentué les inégalités sociales.

Le processus continu de concentration des richesses, des technologies, des ressources humaines et intellectuelles au cœur de l'UE, s'est reproduit en Italie également, tant avec l'augmentation des financements publics aux régions riches et leur réduction et les commissariats dans les régions plus arriérées, qu'avec la reprise de l'émigration interne vers les régions riches et la poursuite de la spoliation du Sud, et enfin avec la spoliation également des zones du Nord considérées comme non compétitives. Il suffit de regarder le déclin de Gênes et de la Ligurie ou le drainage des ressources d'une ancienne métropole industrielle comme Turin par Milan et la Lombardie.

Mais même ce processus contient une autre contradiction. La compétitivité de zones industrielles et de services avancés comme la Lombardie, mais aussi l'Émilie et la Vénétie, repose sur leur subordination aux chaînes de production des entreprises allemandes et non sur leur propre capacité industrielle indépendante.

Il est prioritaire de mettre la bourgeoisie parasite dans une position où elle ne peut plus faire de mal au pays et à ses habitants, de réduire et de tendre à éliminer les inégalités économiques et territoriales, d'exercer l'hégémonie également sur les secteurs de la classe moyenne et de la petite bourgeoisie qui ont été prolétarisés par les effets de la crise et sont à la merci des sirènes réactionnaires, de reconstruire un système public industriel et technologique, autonome et fonctionnel pour le

développement, ce qui n'est possible que dans un processus de détachement du pôle impérialiste européen.

Le profil de la forme "état" moderne

Dans un pays asymétrique et dans une société de plus en plus inégalitaire comme la société italienne, la question de la fonction de l'État se pose avec force. Un Etat configuré sur les intérêts dominants d'une bourgeoisie parasitaire ne pourrait être qu'un comité d'entreprise où règnent la corruption, le clientélisme, la servilité aux entreprises, aux banques et aux intérêts privés. Les inefficacités de l'État et des administrations publiques ont été souhaitées et exacerbées par la logique même de la privatisation qui a démantelé tout mécanisme vital, les reléguant à la seule gestion de la fonction répressive et coercitive découlant du monopole étatique de la violence.

Telle a été la logique de l'"État minimal" qui, avec une subsidiarité complètement inversée, s'est retrouvé à contrôler uniquement les secteurs les moins décisifs ou les moins rentables pour les particuliers, détournant des chapitres importants des dépenses publiques de l'aide sociale et des services publics vers le soutien d'entreprises et de banques privées ou de forces répressives.

Une régression sociale et civilisationnelle qui a produit le "bien-être des misérables", le réduisant à peu de chose, augmentant la polarisation sociale vers le bas et l'appauvrissement de segments croissants des secteurs populaires mais aussi des anciennes classes moyennes.

Mais la crise, accentuée par la pandémie de Covid-19 et ses conséquences économiques, a révélé à tous que les sujets privés ne sont pas aptes - ni disposés - à prendre en charge les intérêts collectifs et les biens communs. Le désastre produit par les Régions dans la pandémie est le résultat de l'affaiblissement de l'Etat, invoqué par les libéraux et réalisé par le centre-gauche avec la modification du Titre V de la

Constitution, qui a confié des compétences stratégiques aux Régions, les soustrayant au contrôle de l'Etat. La destruction du Service national de santé, qui a fini aux mains des Régions (et la combinaison du démantèlement de la santé publique et du renforcement de la santé privée) est là pour le prouver. Nous pouvons en déduire l'extrême danger - et l'opposition frontale qu'il requiert - du projet d'autonomie différenciée, qui entend pousser encore plus loin ce processus de désintégration en augmentant l'asymétrie et les inégalités territoriales et sociales du pays.

Tant au niveau européen qu'au niveau national, le processus de révision de la fonction de l'État en tant que soutien stratégique des entreprises et des banques dans la concurrence mondiale s'est donc accéléré. On est ainsi passé de la logique du "moins d'État, plus de marché" à la logique du "plus d'État pour le marché". Cette tendance à un rôle accru de l'État, avant même l'explosion de la pandémie du Covid 19, était déjà apparue ces dernières années en Allemagne - berceau de l'ordolibéralisme - et en France, précisément parce que les classes dirigeantes sont conscientes que dans la compétition mondiale, une masse critique intégrée est nécessaire, ainsi qu'un rôle significatif de l'État dans le soutien aux entreprises et aux banques, notamment les plus avancées dans les secteurs technologique, militaire et énergétique, et dans la recherche scientifique.

Contrairement à ceux qui pensent que l'État doit être tout au plus un comité d'entreprise ou un conseil d'administration, nous avons plaidé ces dernières années pour la nécessité de rendre à l'État une fonction décisive dans la planification et la cohésion sociale du pays, pour une politique de nationalisation des secteurs stratégiques de l'économie (énergie, communications, transports, etc.), des banques et des industries fonctionnelles à un système industriel complet, autonome, autosuffisant et intégré non subordonné à d'autres systèmes.

En d'autres termes, il est nécessaire d'expérimenter la réalité actuelle de la planification économique comme alternative à la domination des intérêts privés et à la compétitivité brutale sur les marchés. Si la planification a eu ses limites, la prévalence brutale des intérêts privés dans toutes les sphères sociales a certainement produit des désastres, révélant non pas une erreur mais une faille dans l'ensemble du système dominant.

La crise de la politique comme élément structurel de la crise de l'hégémonie

La réalité de ces vingt années nous révèle également une autre faille décisive du système. Sa classe dirigeante, tant politique qu'économique, est totalement indécente et inadaptée pour mener ne serait-ce qu'un processus "progressiste" de type capitaliste. Au contraire, il s'est révélé être pleinement coresponsable du processus de régression qui balaie toutes les sociétés capitalistes avancées. Il est devenu presque impossible de trouver des dirigeants politiques ayant le sens de l'État. Des marionnettes apparaissent à chaque saison (de Berlusconi à Renzi, de Di Maio à Salvini) qui sont conscientes et concentrées soit uniquement sur leurs propres intérêts matériels et immédiats, soit totalement subordonnées à la société du spectacle. Ils disent des banalités ou des choses terribles en ne pensant qu'aux sondages ou aux dividendes de leurs investissements. Nous sommes confrontés à une crise de crédibilité que même le politicien le plus corrompu de l'après-guerre n'a jamais offerte. Dans ce cas, même les pires - et il y en avait - étaient de toute façon sortis de la tragédie des dictatures et de la guerre mondiale, et ayant à mettre la main sur une nouvelle république et sa Constitution, ils ont été obligés de trouver des compromis raisonnables, d'indiquer à la population les attentes en matière d'émancipation, de définir des droits et des contre-mesures contre un retour aux horreurs du passé. Cela concerne aussi bien les responsables politiques que les industriels.

La déliquescence de la classe politique actuelle est aussi le résultat de ce processus de "réduction de l'excès de démocratie" théorisé en 1975 par la Commission trilatérale et qui s'est nourri des réformes constitutionnelles qui ont vidé la démocratie représentative. Une démocratie bourgeoise qui, depuis des années, doit faire face à la force objective exprimée par les classes subordonnées. D'autre part, si les décisions fondamentales, celles qui concernent l'allocation des ressources, sont prises ailleurs, s'il y a eu une véritable prise de contrôle des institutions dites démocratiques par le niveau supranational, quelle peut être la fonction des partis et des leaders politiques autoproclamés ? Ce scénario comprend le passage de partis démocratiques de masse à des partis post-démocratiques du leader, de partis qui se rallient autour d'options idéologiques définies à des partis liquides qui communiquent par slogans ou tweets, avec une oreille constamment tournée vers les sondages. Mais l'avènement de l'ère

Draghi et le début d'un "nouvel ordre" réduisent fortement le rôle des partis et déstabilisent l'ensemble du cadre politique pour surmonter les dangers d'ingouvernabilité que présente la démocratie représentative elle-même, exprimés par les votes perçus comme "anti-establishment" de ces dernières années.

L'indécence de la classe politique est directement proportionnelle à l'indécence de la classe sociale dominante, des entrepreneurs comme des banquiers, des managers comme des nouveaux cadres publics désignés "sur la base de curriculum vitae ou du mérite". Ils font preuve d'une vision courte sur les priorités du pays et d'une arrogance sans limite dans l'exercice de leurs fonctions.

C'est dans ce cadre que s'inscrit également l'évaporation de l'opposition fascisme/antifascisme et la poursuite du démantèlement - dans toutes les sphères de la société - du "patrimoine constitutionnel" et du vieux compromis fordiste. Ce processus doit être compris non pas comme une simple opération de révisionnisme historique et culturel ou relégué dans les sphères des groupes néo-fascistes auxquels nous sommes tenus de renouveler la dispute pour une fonction sociale et politique dans les mailles du malaise social et des périphéries métropolitaines, mais comme un résultat inévitable de la "révolution du capital" des dernières décennies qui ne peut tolérer même le formalisme de la Constitution d'après-guerre.

Mais cet effondrement de la crédibilité des classes dirigeantes n'est pas seulement un phénomène italien. Peu habitués à se mesurer à l'ennemi après la fin du contraste global avec l'URSS, les nouveaux dirigeants de l'Occident capitaliste n'ont produit que des demi-figures et des dirigeants sans profondeur. Quelque chose s'était déjà fait sentir avec Bush Jr, Blair et Jospin. Mais lorsque la Grande-Bretagne a produit les Johnsons, les États-Unis les Trump, la France les Macros, le Brésil les Bolsonaros, c'est le signe incontournable que c'est précisément le système capitaliste dominant qui n'est plus capable de produire des classes dirigeantes adéquates au défi de la concurrence mondiale, des tensions et des conflits qui en découlent. Ce qui a servi les grandes entreprises, les multinationales et le capital financier jusqu'à présent, c'est une représentation politique totalement subordonnée à l'économie, comme expression directe des intérêts immédiats des groupes capitalistes parce qu'ils sont convaincus, avec la dissolution de l'URSS, qu'ils n'ont plus à faire face à d'éventuelles alternatives de système. Cela met le pays et le monde encore plus en danger.

Cependant, le changement des classes dirigeantes ne se fait pas dans des universités exclusives ou dans des talk-shows. C'est un processus qui implique beaucoup de vision, d'expérience dans le domaine, de formation mais aussi de conflits. À la barre du tribunal spécial qui l'avait condamné à des années de prison, Gramsci a déclaré à ses persécuteurs : "Le fascisme mènera le pays à la ruine, ce sera aux communistes de le reconstruire".

4ème THÈME : La fonction des communistes en italie et en europe

Le socialisme du 21e siècle dans la condition méditerranéenne

La perspective dans laquelle les communistes agissent est le socialisme du XXIe siècle, un socialisme nettement anti-impérialiste et populaire, inspiré par la construction de formes radicales de démocratie directe et participative, luttant contre toutes les formes de racisme et de sexisme, orienté vers la reconstruction d'un juste équilibre entre la société humaine et la nature.

La perspective du socialisme au XXIe siècle, pour ne pas prendre le caractère d'une icône abstraite et inoffensive, doit être inscrite dans le concret de la condition que

nous vivons en Italie et en Europe. C'est pourquoi la lutte contre l'impérialisme de l'Union européenne et des classes dirigeantes de notre pays est la ligne de conduite des communistes agissant en Italie, dans le but de faire sauter le maillon faible de la chaîne impérialiste européenne.

La rupture avec l'Union européenne dans la perspective du socialisme du XXIe siècle ouvre à la construction d'une voie alternative de relation entre les peuples de la zone euro-méditerranéenne, qui identifie dans les pays du Sud du monde la force qui peut conduire à une démocratisation des relations internationales dans le sens de la multipolarité économique et politique.

La proposition politique de l'ALBA euro-méditerranéenne représente un coin dans la construction impériale européenne qui veut actualiser la livraison léniniste de "briser le maillon faible de la chaîne impérialiste". Une proposition politique internationaliste - opposée à toute dérive souverainiste, populiste et réactionnaire - fondée sur la solidarité, la complémentarité et l'unité de classe entre les peuples et les pays pénalisés par la cage de l'impérialisme européen.

L'ALBA euro-méditerranéenne est la proposition de construire une géographie économique et politique différente basée sur l'alliance entre le sud de l'UE et les pays limitrophes de l'Afrique du Nord (qui, en termes de composition de classe et de chaînes de production, sont liés à l'euro et aux "champions économiques" de l'UE). Cet espace matériel et politique est le champ d'action multinational pour vaincre l'ordolibéralisme européen et entamer des processus d'émancipation et de transformation sociale.

C'est à partir des nombreux Suds du monde et de leur alliance qu'une nouvelle saison de changements révolutionnaires et une perspective alternative au capitalisme peuvent être déclenchées. Il existe un patrimoine de traditions, de cultures, d'économies et de pratiques communes qui résistent à l'action étouffante du capitalisme. Pour nous, communistes d'Italie, donner vie à une perspective euro-

méditerranéenne détachée de "notre" impérialisme signifie revitaliser la pensée de Gramsci du Sud, en l'actualisant et en la mettant en relation avec la pensée et les réflexions du Che et de toute la tradition révolutionnaire des mouvements anticoloniaux.

L'accumulation des forces

L'accumulation des forces est l'objectif immédiat des communistes en Italie. Il s'agit d'agréger toutes les forces et les subjectivités politiques et intellectuelles qui, au cours de ces années, se sont dispersées et ont perdu toute capacité d'action organisée et de perspective stratégique. La perpétuation involontaire de l'orthodoxie ou - à l'opposé - l'éclectisme du mouvement, et surtout une forte vague de liquidation théorique et culturelle de tout le patrimoine de pensée et d'histoire du mouvement communiste international, ont laissé de nombreux militants désorientés et peuvent être reconnectés à une activité fonctionnelle vers la perspective stratégique des communistes.

L'accumulation des forces est cependant avant tout le produit de l'organisation du conflit de classe et de la nouvelle fonction de masse que les communistes doivent essayer d'exercer pour réactualiser et requalifier leur rôle dans les conditions nouvelles et inédites.

Il ne s'agit pas d'effectuer un simple travail de propagande politique en direction de ceux qui sont plongés dans les contradictions, mais d'intervenir directement dans les conflits sociaux. C'est là - dans la lutte des classes - que les communistes qualifient leur propre fonction et expérimentent la validité et l'efficacité de leur propre proposition.

La fragmentation sociale et la forte décomposition de classe qui s'est produite au cours des dernières décennies empêchent tout automatisme entre le conflit et la construction d'une conscience de classe. La construction de l'organisation de la subjectivité acquiert donc une importance plus grande que par le passé et devient

une condition indispensable pour donner aux conflits une perspective de transformation globale de la société.

Les personnages de la classe et de l'enquête d'aujourd'hui

La classe ouvrière du nouveau siècle a des caractéristiques très différentes de la classe ouvrière des grandes usines du siècle dernier. Elle n'est pas seulement fragmentée économiquement et structurellement, mais elle est profondément diversifiée : dans la dynamique du développement capitaliste, il y a une régénération continue des différences et une superposition despotique des inégalités de classe avec celles d'ethnicité, de genre et même de génération. Faire ressortir le fil qui relie ces contradictions de l'intérieur de ces conflits sociaux est une tâche centrale dans l'action des communistes pour définir les caractéristiques politiques du nouveau mouvement ouvrier.

Au cours des dernières décennies, la présence de la composante migrante au sein de notre bloc social vers lequel se tournent les communistes s'est accrue, introduisant de nouvelles contradictions également de nature culturelle et religieuse. Cette partie du bloc social présente souvent des caractéristiques de plus grande combativité et est souvent protagoniste de conflits non défensifs, potentiellement capables d'embrasser les intérêts de larges couches de la population. Il est vrai, cependant, que la diversification ethnique même de la main-d'œuvre constitue pour la classe dominante une occasion de division de classe, construisant habilement des moments de contraste au sein d'un même bloc social.

Les communistes ont la tâche de favoriser l'organisation du prolétariat multiethnique, en réalisant des expériences, des objectifs et des mots d'ordre qui alimentent la recomposition.

Il est essentiel que dans cette voie se forment et assument des rôles et des fonctions au sein de l'organisation des militants et dirigeants de classe issus des pays d'immigration.

L'augmentation de la présence des femmes sur le marché du travail a représenté la possibilité pour le capitalisme d'exploiter les différences entre les sexes comme une occasion de renforcer sa propre domination. Aujourd'hui, les femmes constituent une composante très importante de la partie de la main-d'œuvre qui est moins payée, plus exploitée et qui bénéficie de moins de garanties contractuelles. D'une manière générale, la violence et la discrimination à l'égard des femmes continuent d'être l'une des formes par lesquelles l'oppression de classe se manifeste sur le plan matériel, mais aussi sur le plan idéologique et culturel. Développer dans les mouvements de classe l'émergence de spécificités liées à la subjectivité des femmes est une tâche fondamentale pour les communistes.

Dans nos tentatives d'établir des relations et des liens politiques et organisationnels avec le Bloc Social, nous avons toujours utilisé l'instrument de l'enquête de classe, non pas comme un simple outil sociologique, mais comme une capacité d'interpréter les transformations de la société, les conséquences de diverses manières sur la composition des classes et la structure entière de la formation économique/sociale dans laquelle nous vivons et agissons. La méthode/instrument de l'Enquête - dans la pratique de la Rete dei Comunisti - est certes un engagement à enquêter statistiquement sur la condition objective de la classe (et de ses sections...) mais c'est aussi un moyen de connaître et d'interpréter la perception subjective que la classe a d'elle-même, de sa condition collective, de ses intérêts spécifiques, individuels ou même corporatifs.

Les zones métropolitaines

Les puissants processus de restructuration et de réorganisation capitaliste à l'échelle internationale ont attribué une centralité stratégique aux phénomènes d'urbanisation, de la nouvelle localisation des activités de production/reproduction/circulation des biens et des capitaux, configurant les grandes zones métropolitaines comme l'épicentre où s'épaississent une myriade de contradictions, qui constituent - à notre avis - le lieu adéquat où les communistes doivent agir.

La compétition entre les "villes globales", l'émergence et le renforcement du facteur / espace et sa dialectique contradictoire avec le facteur / temps, ainsi que les dynamiques de privatisation et de financiarisation qui ont lieu dans l'ensemble de la

métropole, font émerger - de manière écrasante - le besoin d'une capacité analytique renouvelée de cette phénoménologie complexe pour adapter, en permanence, l'action communiste aux nouveaux scénarios de conflit social possible.

C'est dans ces dynamiques d'extension spatiale des villes qui deviennent des métropoles (qui, à l'échelle mondiale, revêtent également les caractéristiques de mégalopoles) que des secteurs tels que la logistique ou le transport jouent un rôle central. Transport et circulation des marchandises, mais aussi de cette marchandise particulière qu'est la main-d'œuvre (manuelle et intellectuelle) qui, si elle est organisée de manière conflictuelle, peut devenir une épine dans le pied des patrons et des desseins de la "gouvernance" autoritaire du capital.

Dans ce sens, la métropole devient le centre d'accumulation du capital qui rivalise dans une compétition mondiale à travers l'action sélective envers une force/travail à utiliser à volonté, impliquant totalement dans ce hachoir social infernal les temps de travail et de vie des secteurs populaires et la nouvelle prolétarisation.

Des processus similaires se produisent du côté des transformations architecturales et urbaines qui suivent, et d'une certaine manière anticipent - avec toutes leurs conséquences antisociales - la dynamique d'adaptation des "espaces urbains" aux nouveaux seuils des besoins du capital, dessinant de nouveaux sommets de polarisation, de discrimination, de marginalisation et de dévaluation générale de la condition populaire/prolétaire.

La Rete dei Comunisti entrelace l'instrument d'"enquête" avec les preuves matérielles de la nouvelle "crise urbaine" en affinant la recherche et les connexions métropolitaines souhaitables avec ceux qui sont intéressés à construire des moments de discussion, de résistance, d'organisation et de conflit. La pratique concrète de notre Organisation dans les différentes zones métropolitaines du pays (du niveau analytique à celui de l'intervention politique et sociale) sont le signe tangible de cette intervention que nous entendons renforcer et articuler davantage afin de nous

adapter aux nouveaux seuils de commandement et de reproduction sociale capitaliste.

La lutte pour la protection de l'environnement

La crise cardiaque écologique de la planète est le produit de la crise systémique du capitalisme et du développement irrationnel et antisocial des forces productives, motivé par la recherche exclusive du profit maximum. La théorie marxienne permet de cadrer correctement la question environnementale, à partir de l'analyse fondamentale menée à la fin du troisième livre du Capital.

Mais pour les communistes, aujourd'hui, il est indispensable d'apprendre à utiliser ces clés d'interprétation, très peu utilisées dans le passé, face à la "situation concrète" à la lumière de l'énorme saut technologique auquel nous assistons.

Sur un plan théorique, en effet, la "question environnementale" représente une contradiction structurelle du mode de production capitaliste.

Marx la pose explicitement comme l'une des trois limites que le capital rencontre dans son évolution (les deux autres sont la force de travail - ou la lutte des classes - et le capital lui-même, selon la loi qui décrit la baisse tendancielle du taux de profit). Il s'agit d'une contradiction structurelle car la manière dont le mode de production capitaliste s'approprie la "nature" consiste à en faire un "capital", c'est-à-dire une marchandise pour laquelle un prix est payé à tout propriétaire. Seulement, ce prix ne correspond à aucune valeur (au sens marxien), car la nature - au-dessus et au-dessous de la surface de la terre - est constituée de ressources indispensables à la production, mais qui ne sont pas produites par le travail humain. En outre, nombre de ces ressources sont soit non reproductibles (matières premières de toutes sortes, minéraux, pétrole, etc.), soit limitées (l'étendue des terres émergées, en particulier la partie cultivable), soit en tout cas non entièrement soumises à la logique de l'accumulation capitaliste (la fertilité des terres n'est que partiellement augmentable avec des engrais, des pesticides et des fongicides, en tout cas "problématiques").

Le prix est donc déterminé par le besoin de ressources spécifiques pour la production et par leur qualité naturelle (comme le degré de "pureté" des matières premières, qui varie selon les gisements), et non par la quantité de travail qu'elles contiennent (à l'exception de la partie nécessaire, par exemple, pour extraire les matières premières du sous-sol). Ce prix représente une réduction de la masse de profit disponible pour le capital, même lorsque - comme c'est de plus en plus le cas aujourd'hui - le propriétaire foncier est en même temps un capitaliste, ou un État (les pétromonarchies du Golfe, par exemple, ou même des États non inféodés à l'impérialisme, c'est-à-dire maîtres de leurs propres ressources naturelles).

Mais même si toutes les ressources naturelles et environnementales étaient totalement à la libre disposition du mode de production capitaliste - ce qui est impossible, dans un système où tout doit avoir un prix - il reste le fait désormais évident que beaucoup de ces ressources, n'étant pas reproductibles, sont destinées à s'épuiser, tout comme l'écosystème en général (ce qu'il y a à la surface de la terre et un peu en dessous) est un système fini (c'est-à-dire limité) qui ne tolère pas la croissance infinie propre à la dynamique du capital.

Cet ensemble explique suffisamment, bien que sous une forme très synthétique, pourquoi - avec Marx - nous considérons la " question environnementale " comme une contradiction structurelle du mode de production capitaliste, insoluble dans la logique privée qui en constitue l'ADN. A l'époque de la révolution soviétique, ou même dans celles du premier après-guerre (Chine, Cuba, etc.), cette contradiction ne s'était pas encore manifestée sous les formes et les dimensions explosives que nous connaissons aujourd'hui. Cela explique peut-être aussi la sous-estimation politique, mais aussi théorique, de ce thème dans le marxisme du XXe siècle, dans toutes ses déclinaisons.

Une sous-estimation qui a laissé vide un immense champ politique, dans lequel ont fleuri de nombreuses utopies, inoffensives pour le capital, qui imaginaient qu'il était possible de "faire coexister la protection de l'environnement et le mode de production capitaliste". Une pensée "écologique" qui a été assimilée à juste titre, par exemple par Chico Mendes, au "jardinage". C'est-à-dire une idéologie pour les personnes aisées qui ne se préoccupent que de "leur" cadre de vie.

Il n'est pas étrange que la pandémie et la tentative de "vivre avec le virus" aient montré que l'humanité - et donc aussi la nature - ne peut pas "vivre avec le capitalisme". Ce temps-là aussi est donc désormais révolu. L'urgence du changement social rejoint l'urgence du changement structurel du mode de production avant que les variables environnementales n'atteignent le "point de non-retour", indiqué par la meilleure partie de la science ; avec le remplacement du système actuel - basé sur la priorité absolue de l'entreprise privée, orientée uniquement par le profit individuel (corporatif ou personnel) - par un autre régi par l'intérêt collectif. Donc avec un système de programmation et de planification, tendant vers le socialisme.

Les conflits écologiques - comme le reste des conflits sociaux - ne se présentent pas sous une forme linéaire et sont denses en contradictions. Les communistes ne se réfugient pas dans l'agitation de principes stériles, mais se mesurent aux contradictions et travaillent à établir des liens entre les différents visages des conflits et entre les différents groupes sociaux impliqués (des travailleurs de secteurs spécifiques aux habitants de certaines zones, en passant par les jeunes et les mouvements civiques et environnementalistes) qui expriment une résistance idéologique et culturelle à la prétention de conformer le territoire et la vie humaine aux exigences du profit.

Les luttes sur le front de la défense de l'environnement sont un terrain sur lequel s'expriment déjà des secteurs de la science qui tentent d'échapper à la logique privée et souhaitent mettre leurs compétences au service du bien commun et des intérêts de l'humanité. Les communistes ont la tâche de favoriser le désengagement et l'action indépendante des forces intellectuelles et de la connaissance scientifique par rapport au contrôle du grand capital et de soutenir les voies de l'organisation indépendante de la recherche et du débat scientifique.

Contacts

Rete dei Comunisti

q lnx.retedeicomunisti.net
f facebook.com/retedeicomunisti

Contropiano

q contropiano.org
f facebook.com/contropiano
c instagram.com/contropiano_org

Cambiare Rotta

q https://cambiare-rotta.org/
f https://www.facebook.com/cambiarerotta.ogc
c https://www.instagram.com/cambiarerotta/

OSA

q osa.claims
f facebook.com/OSA-173472300208847
c instagram.com/osa.nazionale